

Pour une multi-gouvernance de la crise climatique

Le 26 avril 2021, dans le cadre du Forum mondial de la démocratie (FMD), le Congrès des pouvoirs locaux et régionaux a tenu un débat en ligne sur la nécessité de porter l'expertise locale et régionale en matière de lutte contre le réchauffement climatique au niveau national et international.

L'expertise des collectivités territoriales dans les politiques de lutte contre le réchauffement climatique est précieuse et indispensable pour formuler des politiques nationales et internationales qui prennent en compte les réalités du terrain. D'où l'engagement du Congrès à soutenir la coopération entre divers niveaux de gouvernance dans l'élaboration d'une stratégie de développement durable qui tienne compte de la démocratie locale et des aspirations des citoyens.

Le modérateur du débat, Jean-Pierre Liouville, conseiller régional de la région Grand Est, membre du Congrès, France (SOC/V/DP), a ouvert la discussion en insistant sur la nécessité de systématiquement ajuster au contexte local les stratégies climatiques adoptées aux échelons supérieurs. D'où l'importance du dialogue et de la coordination permanent entre ces différents niveaux de gouvernance, mais aussi l'importance de l'émergence d'initiatives comme la Convention des maires pour l'action climatique, rendant plus visible les actions menées au niveau local.

La coopération des maires, au sein d'associations telles que la Fédération espagnole des municipalités et provinces (FEMP), créée en octobre 2020, apparaît comme un gage de renforcement du dialogue entre autorités locales, nationales et internationales. Maire de Vila-real et membre de la FEMP, José Benlloch Fernandez, membre du Congrès, Espagne (SOC/V/DP), a souligné l'engagement de la Fédération pour atteindre les objectifs de développement durable (ODD) fixés par l'Agenda 2030 de l'ONU. La Fédération défend une « démarche holistique » qui adresse à la fois les problèmes démographiques, énergétiques, alimentaires et démocratiques.

L'intervention de Gunn Marit Helgesen, vice-présidente du Congrès, (PPE/CCE) et vice-présidente de l'association norvégienne des pouvoirs locaux et régionaux a confirmé l'importance de ce type d'organisations pour la consolidation du dialogue entre les différents niveaux de gouvernance politique. Les autorités doivent y associer aussi les représentants des milieux universitaires, des entreprises et de la société civile. Dans le cadre du mécanisme financier du développement durable, l'Etat norvégien coopère ainsi avec le niveau local et le secteur industriel spécialisé, notamment dans des projets comme la mise en fonctionnement de 200 ferrys sans émissions de CO₂. Dans le cadre de l'Agenda 2030 de l'ONU, l'examen national volontaire de la Norvège associe l'examen de la mise en œuvre des ODD à l'échelle locale et régionale.

De nombreuses municipalités ont compris la nécessité de favoriser le développement de villes résilientes. C'est l'exemple de Fribourg-en-Breisgau en Allemagne dont le maire Martin Horn a insisté sur l'opportunité extraordinaire qu'a offert la crise de la Covid-19 pour aller bien plus loin dans la création d'une « Europe verte et numérique », imperméable aux crises à venir.

Mais si d'ici 2050 l'UE compte parvenir à une économie neutre en matière de carbone, la participation des municipalités et des régions y est cruciale. Vasco Cordeiro, Premier Vice-Président du Comité Européen des Régions et membre de la commission de l'environnement, du changement climatique et de l'énergie, Portugal (SOC/V/DP), a partagé l'expérience du groupe de travail sur le Pacte de vert de l'UE, créé au sein du Comité européen des régions en mai 2020. Présidé par le maire de Séville, en 2021 ce groupe a pour objectif principal de faire entendre la voix des régions et des municipalités au sein de la Commission et du Parlement européen, notamment lors du processus législatif.

Œuvrant au niveau international, l'Association Européenne pour la Démocratie Locale (ALDA) joue également un rôle de promotion des initiatives locales en matière environnementale. Membre de l'Association, Natasa Vuckovic (Serbie) a fait connaître une série de projets qui lient la question climatique à celle de la démocratie, de la migration ou de l'alimentation. Active essentiellement au niveau local dans l'Union européenne, ALDA insiste sur le besoin d'y associer d'autres pays d'Europe et construire des partenariats pour une action réussie.

A l'issue d'une série d'interventions du public, Vladimir Prebilič, porte-parole du Congrès sur le changement climatique et l'environnement et Maire de Kocevje en Slovénie (SOC/V/DP), a conclu qu'un véritable élan en faveur du climat se manifeste au niveau de l'Europe, notamment au sein de la jeunesse et des autorités locales dont la participation aux politiques environnementales assurera une transition verte plus démocratique et proche des citoyens.

- [Participation du Congrès à la campagne « 12 mois, 1 question » du WFD \(coe.int\)](#)
- [Programme de la table ronde du 26 avril 2021](#)
- [Brochure de la table ronde du 26 avril 2021](#)

Congrès des pouvoirs locaux et régionaux

Unité de communication institutionnelle

Tel: +33 (0)3 90 21 48 95 - www.coe.int/congress